



CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
Délégation Ile-de-France Villejuif
7, rue Guy Môquet
94 800 Villejuif

Accord-Cadre n°IFSeM_2025_22

Sessions de formation collectives en vue de l'amélioration de la
Qualité de vie et des Conditions de travail (QVCT) et la prévention
des risques professionnels pour les agents des circonscriptions
franciliennes du CNRS

Marché Transverse

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

CCTP

- Lot 4 : Formation des Personnes compétentes en radioprotection (PCR)

SOMMAIRE

Contexte	3
Article 1 - Objet du marché	3
Article 2 - Conditions d'exécution	4
2.1 Finalité et enjeux des actions de formation	4
2.2 Public concerné	5
2.3 Objectifs des formations.....	5
2.4 Eléments de contenu	5
2.5 Modalités pédagogiques	6
2.6 Equipe dédiée.....	6
Article 3 - Modalités d'évaluation et de suivi	7
Article 4 - Modalités organisationnelles	7
4.1 Généralités.....	7
4.2 Mise en œuvre des formations	7
Article 5 - Obligations complémentaires du titulaire	8
5.1 Gestion des aléas	9
5.2 Réunions de l'accord-cadre/marché	Erreur ! Signet non défini.

Contexte

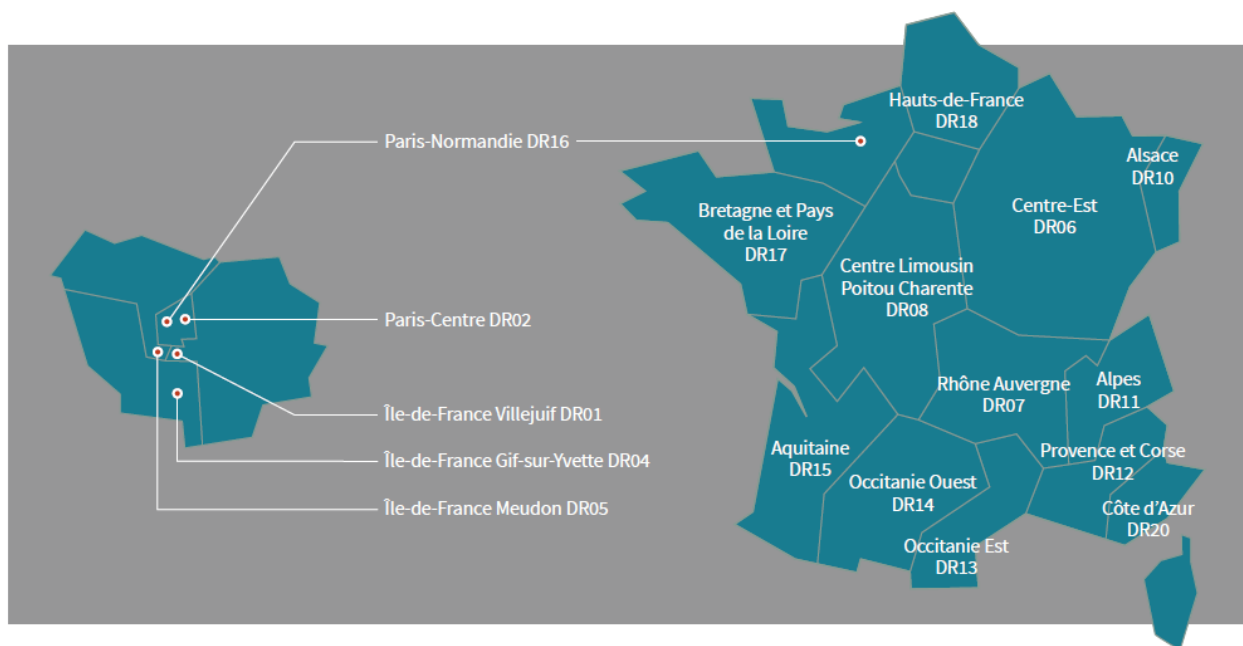
Le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) est un organisme public de recherche (Établissement public à caractère scientifique et technologique) placé sous la tutelle du Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation. Il produit du savoir et met ce savoir au service de la société.

Avec plus de 33 000 personnes (chercheurs, ingénieurs, techniciens et administratif) et une implantation sur l'ensemble du territoire national (17 délégations régionales), le CNRS exerce son activité dans tous les champs de la connaissance (biologie, chimie, écologie et environnement, homme et société, sciences de l'information, ingénierie et systèmes, mathématiques, physique, nucléaire et particules et Terre et Univers). Il a une longue tradition d'excellence : parmi les chercheurs qui travaillent ou ont travaillé dans ses laboratoires, vingt ont été lauréats du prix Nobel et douze de la Médaille Fields.

Les Délégations régionales ont pour missions principales :

- D'assurer la représentation de l'établissement notamment dans le cadre des relations avec les partenaires académiques, les collectivités territoriales et les partenaires socio-économiques ;
- De constituer le support de proximité des laboratoires de la circonscription.

Le CNRS est représenté en Ile-de-France par 5 Délégations Régionales : Paris Centre, Ile-de-France Gif-sur-Yvette, Ile-de-France Meudon, Paris Normandie et Ile-de-France Villejuif représentant environ 12 000 personnels du CNRS, soit 40 % de l'effectif du territoire national.



Le service mutualisé d'Ile-de-France rattaché à la Délégation Régionale Ile-de France Villejuif a été créé au CNRS pour optimiser les ressources au bénéfice des Délégations Régionales tout en conservant la qualité aux usagers et en développant une expertise. Ce service intervient dans les domaines de compétences suivants : formation, achats, informatique et patrimoine immobilier/logistique au service des 5 Délégations Régionales de l'Ile-de-France.

Le pôle formation du service mutualisé prend en charge, au bénéfice des délégations régionales de l'Ile-de-France, l'ingénierie de formation, la mise en œuvre et l'évaluation des formations collectives répondant aux besoins de formation identifiés par les 5 Délégations Régionales.

Dans ce cadre, il planifie et coordonne des actions de formation qui sont déployées dans les circonscriptions des délégations régionales d'Ile-de-France, à savoir : Gif-sur-Yvette, Villejuif, Meudon, Paris et Caen.

Le Pôle Formation propose des formations pour les Personnes Compétente en Radioprotection, en modalité collective. Ces formations concernent tous les niveaux, les formations initiales comme celles de recyclage.

Si la programmation du Pôle Formation est déjà conséquente, force est de constater qu'au regard des difficultés rencontrées pour le recueil des besoins en formations des PCR, elle ne peut répondre aujourd'hui à l'ensemble des besoins, qu'ils soient mutualisés ou plus spécifiques aux DR.

Il a donc été décidé de mettre en place un marché sur cette thématique, permettant de couvrir à la fois les besoins mutualisés collectifs, mais également de permettre aux délégations d'utiliser ce marché pour organiser des formations individuelles plus spécifiques à leurs besoins.

L'avantage d'une telle proposition est de permettre de traiter à la fois les besoins collectifs récurrents et prévisionnels par le pôle Formation de l'IFSeM, mais également de permettre aux délégations régionales de disposer d'une solution rapide et cohérente pour les besoins individuels des agents des unités relevant de leur périmètre.

Il s'agit donc d'un marché transverse dont les utilisateurs seront à la fois le Pôle Formation et les délégations Régionales, suivant les différents besoins de formation.

Article 1 - Objet du marché

Le présent accord-cadre a pour objet la mise en place de sessions collectives et individuelles de formation « Personne compétente en radioprotection » dans le domaine de la santé et sécurité au travail pour les agents des circonscriptions des délégations régionales d'Ile-de-France du CNRS.

Cette formation se rapporte au référentiel d'activité, de compétences et de certification décrit dans l'arrêté du 18 décembre 2019 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation et des organismes compétents en radioprotection.

Elles sont organisées par le pôle formation du service mutualisé de la région Ile-de-France (IFSeM) en collaboration avec les services de prévention et sécurité et le médecin du travail pour tous les agents d'Ile-de-France. Pour les formations individuelles, elles sont organisées par les services de formation des délégations franciliennes.

Pour chaque lot, le titulaire a en charge le suivi administratif et pédagogique des formations objet du présent accord-cadre.

Article 2 - Conditions d'exécution

2.1 Finalité et enjeux des actions de formation

Ces formations entrent dans le cadre de la sécurité dans les laboratoires utilisant des sources de rayonnements ionisants, des générateurs de rayons X, des accélérateurs à particules ou des appareils pouvant générer des rayonnements ionisants. L'arrêté du 18 décembre 2019 vient définir les modalités de formation de la personne compétente en radioprotection. La formation doit permettre aux candidats de mettre en œuvre les principes de la radioprotection adaptés aux activités mises en œuvre dans l'exploitation dans laquelle ils interviennent, et d'appliquer la réglementation associée

2.2 Public concerné

Cette formation s'adresse aux Personnes Compétentes en Radioprotection désignées par la structure et chargées de la radioprotection des travailleurs exposés aux rayonnements ionisants. Il s'agit d'agents (chercheurs, ingénieurs et techniciens) travaillant dans une unité des circonscriptions des délégations régionales d'Île-de-France, et prioritairement d'agents rémunérés par le CNRS.

Les agents situés géographiquement sur le territoire normand (Caen, Rouen et environs) ne seront pas contraints d'utiliser ce marché pour des raisons de coûts logistiques lorsque les formations sont longues.

2.3 Objectifs des formations

A l'issue de la formation, les candidats recevant la certification sont capables :

- D'identifier et comprendre les risques liés aux activités pouvant générer des rayonnements ionisants,
- De mesurer les conséquences de ces derniers,
- De mettre en œuvre les moyens de prévention pour les maîtriser.

Le titulaire se réfère à l'Article 9 de l'Arrêté du 18 décembre 2019 pour identifier la date de fin de validité du certificat de formation.

2.4 Éléments de contenu

La formation, mentionnée au 1° de l'article R. 4451-125 du code du travail, a pour objet d'apporter aux candidats les fondements techniques et réglementaires nécessaires à l'exercice des missions du conseiller en radioprotection.

Cette formation, à travers ses niveaux, secteurs et options, est adaptée à la nature et à l'ampleur du risque radiologique et aux conditions d'exécution de l'activité. Elle est déclinée suivant deux formes de compétences, savoir et savoir-faire, adaptées à l'environnement de travail et aux risques associés.

Le titulaire s'engage à proposer des contenus correspondants aux différents niveaux et options en respectant la réglementation.

Les formations sont assurées sur les niveaux suivants, tels que décrits dans l'article 4 de l'arrêté du 18 décembre 2019 :

Niveau de certification	Niveau de formation	Secteurs	Options des sources
2	Initiale Renouvellement	Industrie	<ul style="list-style-type: none">• Sources scellées, générateurs de rayonnement X et accélérateurs de particules• Sources non scellées, incluant les sources scellées nécessaires à leurs vérifications et contrôles, ainsi que les substances radioactives d'origine naturelle• Sources scellées, générateurs de rayonnement X et accélérateurs de particules ET non scellées

Le soumissionnaire assure un suivi annuel pour les catégories des stagiaires titulaires d'un certificat tenus de suivre une formation de renouvellement. Le suivi est envoyé par tout moyen traçable à l'IFSEM et aux services de formation des délégations franciliennes à chaque date anniversaire de l'A.C

2.5 Modalités pédagogiques

Le programme et les modalités pédagogiques sont mentionnés dans l'offre du titulaire. Il doit proposer **des modalités pédagogiques adaptées à la formation**. Il décrit précisément les diverses techniques participatives utilisées pour la formation.

La pédagogie de la formation doit être basée sur une méthode active, qui alterne des apports théoriques et des mises en situation pratiques.

Le titulaire doit établir un descriptif des matériels utilisés pour assurer les mises en situation pratiques dans les salles de formation en transmettant notamment les photos des équipements dans son offre.

Il incombe au formateur de prendre toutes les dispositions pour que les outils pédagogiques proposés par le titulaire permettent aux stagiaires de suivre la formation. **Le CNRS ne peut pas fournir les sources nécessaires aux démonstrations.**

2.6 Équipe dédiée

L'organisme de formation doit être titulaire d'une certification délivrée par un organisme certificateur accrédité conformément à l'article 12 de l'Arrêté du 18 décembre 2019. Il devra répondre aux exigences fixées par l'Article 13 de ce même Arrêté, notamment concernant la désignation des formateurs chargés d'assurer la cohérence pédagogique de chaque session de formation de personne compétente en radioprotection. Il est attendu du candidat qu'il fournisse dans sa réponse la preuve de l'obtention de cette certification.

Le titulaire doit proposer des intervenants qu'il s'engage à missionner pour la réalisation des sessions de formation. Il précisera leurs compétences et leur expérience, notamment dans le milieu de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Le titulaire doit informer le CNRS de toute défection d'une intervenant dès lors qu'il a connaissance de celle-ci et pouvoir à son remplacement dans les conditions prévues au CCAP

Dans le cadre de l'exécution des prestations de l'accord-cadre, le titulaire doit mettre à disposition un coordinateur.trice qui est l'interlocuteur.trice unique du service mutualisé de la région Ile-de-France ou des services de formation des délégations franciliennes joignable par téléphone ou messagerie électronique a minima du lundi au vendredi de 09h à 17h.

Ce coordinateur centralise l'ensemble des informations et sera l'interlocuteur de l'IFSeM ou des services de formation des délégations franciliennes notamment, pour :

- Suivre l'ensemble de la programmation des sessions,
- Coordonner et piloter l'ensemble des intervenants,
- Assurer une cohérence dans la mise en place des modalités pédagogiques,
- Assurer le suivi administratif et financier du présent marché public

Cet interlocuteur unique est désigné par le titulaire dans son offre. En cas de changement d'interlocuteur unique, le titulaire doit pouvoir à son remplacement dans les conditions prévues au CCAP.

Article 3 - Modalités d'évaluation et de suivi

Le titulaire fait apparaître dans l'offre les modalités d'évaluation de la formation.

Une évaluation « à chaud » est effectuée à la fin de chaque session sur la base d'un questionnaire validé conjointement par le titulaire et le pôle formation du Service mutualisé d'Ile-de-France.

En cas d'insatisfaction des stagiaires, le titulaire prend toutes les mesures appropriées pour en déterminer la ou les causes et proposer des solutions pour y remédier.

Article 4 - Modalités organisationnelles

4.1 Suivi Administratif

Les formations sont réparties sur toute l'année (si possible hors vacances scolaires), en fonction des besoins et le cas échéants des dates de recyclage.

Les sessions de formation collectives seront programmées au plus tard en décembre de l'année précédant le déroulement des formations.

Les formations individuelles sont programmées tout au long de l'année suivant la survenance des besoins qui ne pourraient être satisfaits par les sessions collectives.

Les sessions sont réservées auprès du titulaire soit par l'IFSeM lorsqu'il s'agit de besoins collectifs, soit par le service formation de la délégation régionale qui prend en charge la formation de l'agent à titre individuel.

A titre indicatif, et au regard des besoins collectifs recueillis pour les formations « renouvellement de niveau 2 », le titulaire devra être en mesure de proposer au moins 4 sessions dédiées au CNRS en 2026 et 4 sessions en 2027.

Il est attendu du candidat qu'il fournisse des garanties en ce sens dans sa réponse.

Les formations organisées par le titulaire peuvent être inter-entreprises

Pour les formations collectives organisées par le Pôle Formation de l'IFSeM :

L'IFSeM est l'interlocuteur privilégié du titulaire et assure :

- La transmission de la liste des participants ainsi que les documents règlementaires nécessaires à la constitution du dossier.
- L'établissement des convocations aux stagiaires ;
- La transmission du bon de commande pour chaque session

Pour les formations individuelles commandées par les services Formation des délégations franciliennes :

Chaque service de formation procède à l'inscription des agents et assure :

- La transmission des documents d'inscription du participant ainsi que les documents règlementaires nécessaires à la constitution du dossier
- La transmission du bon de commande correspondant à l'inscription

Dans tous les cas de figure

Le titulaire assure :

- L'établissement et la transmission de la feuille d'émargement
- L'élaboration et la diffusion des questionnaires d'évaluation à compléter par les stagiaires ;
- L'élaboration et la diffusion d'un certificat PCR
- L'élaboration et la diffusion de l'attestation de formation sous forme dématérialisée
- Le support de formation sous forme dématérialisée ;

Le titulaire communique, par tout moyen traçable, au CNRS, l'attestation prévue à l'article L.6352-1 du code du travail, dans un délai de **15 jours ouvrés** avant la date de session de formation.

La personne mentionnée à l'article L. 6351-1 du code du travail doit justifier des titres et qualités des personnels d'enseignement et d'encadrement qui interviennent à quelque titre que ce soit dans les prestations de formation qu'elle réalise, et de la relation entre ces titres et qualités et les prestations réalisées dans le champ de la formation professionnelle.

A l'issue de la formation, le titulaire s'engage à délivrer le certificat obtenu à l'issue d'un contrôle de connaissance selon les articles 8 et 9 de l'arrêté du 18 décembre 2019. Celui-ci doit être délivré au CNRS uniquement par voie postale sous un délai de 1 mois à compter de la date de fin de la session

Sous un délai de 15 jours ouvrés à compter de la date de fin de la session de formation, le titulaire transmet par tout moyen traçable la feuille de présence, les questionnaires d'évaluation complétés et les attestations de formation. Le titulaire informe l'IFSeM ou les services de formations des délégations franciliennes de l'absence des stagiaires le jour même de la formation.

4.2 Mise en œuvre des formations

Préalable

Dans l'hypothèse où le CNRS viendrait à disposer en interne de compétences et des structures nécessaires à la réalisation des formations, le candidat ne pourra bénéficier de l'exclusivité pour réaliser les formations.

Localisation géographique

Les formations se dérouleront dans les locaux mis à disposition par le titulaire, en Île-de-France, accessibles facilement en transport en commun.

Le titulaire indiquera les adresses des **lieux de formation mis à disposition sur la région Île-de-France**. Il indiquera également s'il s'agit de ses propres locaux ou de locaux loués et respectant la réglementation en vigueur au niveau de la sécurité.

Durée et planification

Les sessions sont fixées au fur et à mesure de la survenance des besoins et en lien avec le titulaire. L'IFSeM confirme au titulaire, **par tout moyen traçable**, les dates définitives des sessions de formation et les lieux d'exécution des prestations.

Les bons de commande relatifs aux prestations de formation sont notifiés au titulaire par tout moyen traçable, 10 jours calendaires minimum avant la date de commencement de la session de formation.

Les horaires des sessions de formation sont déterminés par le titulaire .

Conformément à l'Arrêté du 18 décembre 2019, **la durée des formations et les recyclages de celles-ci seront effectués dans les délais en vigueur.**

Pour le recyclage ce délai est à compter de la date de réalisation de la formation initiale des agents.

Le CNRS se réserve la possibilité de solliciter un organisme hors marché, pour le cas où le titulaire ne serait pas en mesure de proposer une formation de renouvellement répondant aux délais définis dans l'Arrêté du 18 décembre 2019.

Nombre de stagiaires

Pour les formations en collectives organisées par le Pôle Formation de l'IFSeM, chaque groupe comprend de trois (3) stagiaires au minimum à dix (10) stagiaires au maximum.

Article 5 - Obligations complémentaires du titulaire

5.1 Gestion des aléas

Le titulaire s'engage à avertir immédiatement le pôle formation de l'IFSeM ou le service organisateur par courriel en cas de difficultés et à prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la bonne exécution des prestations objet de la commande.

Si le(s) formateur(s) identifié(s) n'est plus en capacité d'animer les formations, le titulaire s'engage à respecter la procédure de remplacement de l'équipe dédiée définie dans le CCAP.

En cas de dysfonctionnement constaté par le pôle formation de l'IFSeM ou le service organisateur, celui-ci en informera le titulaire par courriel ou courrier recommandé avec accusé de réception suivant le degré de gravité du dysfonctionnement.

5.2 Réunion de cadrage et bilan annuel

Dès la notification du marché, une réunion de cadrage sera organisée (en présentiel ou à distance) par le CNRS et le.a coordinateur.trice identifié.e par le titulaire y sera convié.e.

L'objectif d'une telle réunion est notamment de communiquer au titulaire l'ensemble des informations supplémentaires dont il pourrait avoir besoin pour préparer son intervention et d'apporter toute précision nécessaire afin de lui expliquer le contexte du CNRS et des UMR.

Au moins une fois par an, une réunion sera organisée par le CNRS dans ses locaux (ou à distance), pour réaliser un bilan des prestations et procéder si besoin à des ajustements.